Nations Unies E/CN.6/2011/NGO/35

Conseil économique et social

Distr. générale
3 décembre 2010
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme
Cinquante-cinquième session
22 février-4 mars 2011
Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire*
Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée: «Les femmes en l'an 2000: égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXIe siècle»: réalisation des objectifs stratégiques et mesures à prendre dans les domaines critiques et nouvelles mesures et initiatives

Déclaration présentée par la Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/CN.6/2011/1.

10-67044X (F)

Merci de recycler

Déclaration

La Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales – connue dans le monde entier sous l'appellation BPW International – salue la récente décision prise par la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale de regrouper les quatre entités chargées des questions féminines pour créer l'ONU-Femmes – l'Entité des Nations Unies pour l'égalité entre les sexes et l'autonomisation de la femme. Nous applaudissons les États Membres d'avoir franchi cette étape majeure pour les femmes et les filles du monde entier. La décision unanime prise par l'Assemblée générale stimulera notablement les efforts déployés par les Nations Unies pour promouvoir l'égalité entre les sexes, élargir les possibilités et s'attaquer à la discrimination dans le monde entier pour relever les défis du XXIe siècle.

La Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales a œuvré en faveur de la création d'une solide organisation des Nations Unies qui ferait prévaloir la promotion des droits des femmes et des filles dans le monde entier et serait un moteur unique reconnu solidement financé pour diriger les initiatives des Nations Unies à l'appui de l'égalité entre les sexes. La Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales se félicite sincèrement de la nomination de l'ancienne Présidente du Chili, Michelle Bachelet en tant que première Secrétaire générale adjointe de l'ONU-Femmes et se réjouit de travailler avec ONU-Femmes pour appuyer des organes intergouvernementaux tels que la Commission de la condition de la femme et assurer que toutes les institutions et organismes des Nations Unies se montrent à la hauteur de leurs engagements envers l'égalité entre les sexes.

Dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social depuis 1947, la Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales représente les intérêts des femmes qui travaillent dans 96 pays. En 2010, la Fédération a célébré 80 années de défense de l'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes dans l'éducation et sur les plans politique et économique, s'employant à renforcer les aptitudes professionnelles et commerciales des femmes à tous les niveaux, déterminée à ce que ses efforts débouchent sur une participation équitable des femmes et des hommes en ce qui concerne les pouvoirs et la prise de décisions.

Donner le pouvoir aux femmes de participer pleinement à la vie économique dans tous les secteurs et à tous les niveaux est essentiel pour mettre en place des économies solides; créer des sociétés plus stables et plus justes; réaliser au niveau international les objectifs convenus en matière de développement, de durabilité et de droits de l'homme; améliorer la qualité de la vie des femmes, des hommes, des familles et des communautés; et donner un élan aux opérations et aux objectifs commerciaux. Les principes pour le renforcement de l'autonomie des femmes, élaborés au cours d'un processus consultatif multipartite dirigé par le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) (qui fait partie de l'ONU-Femmes) et le Pacte mondial de l'Organisation des Nations Unies, fournit une série de considérations pour aider le secteur privé à se concentrer sur des éléments clefs essentiels à la promotion de l'égalité entre les sexes sur le lieu de travail, les marchés et dans la communauté[1].

---

[1] Livret Principes pour le renforcement de l'autonomie des femmes: égalité signifie travail – l'initiative des Principes pour le renforcement de l'autonomie des femmes est le résultat d'un partenariat entre l'UNIFEM et le Pacte mondial de l'Organisation des Nations Unies.

La Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales dirige la campagne de sensibilisation aux Principes pour le renforcement de l'autonomie des femmes, consciente que ce siècle doit voir s'instaurer un monde équitable qui permette un accès et une participation égaux des femmes et des filles à l'éducation, à la formation, à la science et à la technologie, notamment la promotion de l'accès égal des femmes au plein emploi et à un travail décent. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour réaliser cette vision, les partenariats jouant un rôle de plus en plus essentiel pour permettre une participation active et interactive des gouvernements, des institutions financières internationales, du secteur privé, des investisseurs, des organisations non gouvernementales, des organisations universitaires et professionnelles dans leurs efforts communs.

Les stéréotypes sexuels existent

Les pratiques sexistes de division du travail sont le résultat de perceptions de ce qui constitue un travail approprié pour les femmes et perpétuent des normes sociales et des stéréotypes sexuels. Selon le Rapport global de suivi sur l'éducation pour tous 2010, la proportion de filles ne fréquentant pas l'école a décliné de 58 à 54 % et les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire se sont rétrécies dans de nombreux pays. Toutefois, afin de parvenir à ce que les filles continuent de fréquenter l'école, il faudra créer un environnement qui favorise leur progression de l'école primaire à l'école secondaire et possiblement à l'éducation supérieure. Les filles doivent avoir une meilleure compréhension du monde du travail, elles doivent faire l'expérience d'emplois traditionnellement occupés par les hommes et elles doivent recevoir de meilleures informations, conseils et directives en ce qui concerne les carrières. L'éducation et la formation, particulièrement en ce qui concerne l'enseignement professionnel de matières principalement étudiées par les garçons, devraient être plus accessibles et plus attrayantes pour les filles. Si les filles étaient plus conscientes de l'incidence que leurs choix ont sur leurs futurs salaires et sur la progression de leur carrière, elles feraient peut-être des choix différents.

Bien que les responsabilités familiales puissent limiter le choix de carrière des femmes, en fait les recherches suggèrent qu'en dehors des stéréotypes concernant les rôles dévolus aux hommes et aux femmes, les options dont disposent les femmes sont limitées par des facteurs sociaux et structurels tels que le nombre limité de garderies et un manque de conditions de travail souples. Le nombre de femmes et de minorités sous-représentées dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques s'est beaucoup amélioré au cours des quelques dernières décennies, mais les efforts institutionnels déployés pour les recruter, les former, les maintenir et promouvoir leur participation dans ces domaines sont encore inadéquats.

Les femmes représentent 51 % de la population du pays. Exploiter pleinement leurs talents à tous les niveaux de l'éducation, de la formation et de l'emploi dans les domaines scientifiques et techniques est une nécessité économique et un investissement dans le futur développement national du pays. La Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales pense que la sous-représentation et la sous-participation des femmes dans l'éducation, la formation et l'emploi dans les domaines techniques et scientifiques n'est pas seulement une cause de préoccupation sociale concernant l'équité, elles sont également susceptibles de paralyser la capacité d'un pays de procéder à des recherches et de se doter d'industries compétitives sur le plan international.

Depuis près de 40 ans, l'Association for Women in Science a encouragé la diversité dans les milieux universitaires scientifiques et les corporations scientifiques soutenant que non seulement les scientifiques mais également l'économie nationale bénéficieraient d'un personnel scientifique diverse. Les industries qui ont fait des efforts pour renforcer la diversité sur le lieu de travail sont d'avis que l'accroissement de la diversité peut servir à améliorer l'innovation, la productivité et la compétitivité sur le plan mondial. Il est donc rationnel pour une organisation d'être un employeur inclusif, attirant un éventail aussi diverse que possible de personnes.

Participation des femmes et des filles à l'éducation, à la formation et à l'apprentissage permanent

En Europe et en Amérique du Nord, les femmes représentent 60 % des diplômés d'université, plus de 50 % en Asie et dans le Pacifique et 70 % aux Émirats arabe unis. Selon le rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement de 2010, au cours de la dernière décennie, l'accès à l'éducation s'est accru globalement pour les filles à tous les niveaux, et particulièrement l'accès à l'enseignement primaire. Toutefois, malgré le fait que dans de nombreux pays développés les femmes représentent plus de la moitié des diplômés d'université, les possibilités d'emploi pour les femmes et les salaires qui leur sont versés demeurent à la traîne de ceux de leurs homologues masculins, même dans les pays développés, et ces écarts sont encore plus larges dans les pays en développement. **L'égalité dans l'éducation ne s'est pas traduite par l'égalité dans le travail**. Cela est illustré clairement par le faible niveau de femmes occupant des postes de direction et de prise de décisions dans tous les secteurs. Il est essentiel d'améliorer l'accès des femmes à l'éducation, au développement des compétences et à la formation pour renforcer leur accès aux possibilités émergentes. Le renforcement de l'égalité entre les sexes accroîtra la probabilité que les organisations recrutent les personnes les mieux qualifiés pour le poste, plutôt que les mieux qualifiées puisées du vivier traditionnellement disponible.

Pour assurer un accès égal à l'emploi, les familles, les écoles et les médias, parmi les autres structures et institutions, devront adopter les stratégies suivantes : renforcer l'accès des filles à l'éducation; adopter des mesures de déségrégation de l'éducation de manière que les filles et les garçons puissent étudier ensemble; promouvoir une éducation «fondée sur l'emploi», et pas seulement des compétences pour des emplois spécifiques; sensibiliser aux stéréotypes sexuels et lutter contre eux; encourager le développement des compétences des filles et des garçons sur un pied d'égalité.

Dans une économie moderne, une éducation permanente est fondamentale. Les travailleurs doivent être adaptables et capables de tirer parti de la croissance de nouveaux secteurs et de nouvelles technologies. Il est important que les femmes aient la possibilité de s'équiper des compétences et de la confiance nécessaires pour assumer des rôles de gestion et occuper des postes traditionnellement considérés comme «des emplois masculins»[2]. Les politiques relatives à l'éducation permanente, aux possibilités d'apprentissage, et à la formation professionnelle doivent être orientées vers l'équité des sexes et être accessibles sur un pied d'égalité aux femmes comme aux hommes pour leur permettre de s'adapter aux compétences

[2] Commission de la femme et de l'emploi «Shaping a Fairer Future».

et aux demandes technologiques changeantes. Fixer des objectifs en matière d'équilibre entre les sexes dans la formation, assurer des horaires et des méthodologies souples en matière de formation, éliminer les stéréotypes dans les programmes d'enseignement et sensibiliser la communauté dans son ensemble, peuvent être des mesures utiles pour faciliter aux femmes un accès égal à ces possibilités.

Salaire égal pour un travail de valeur égale

L'égalité entre les sexes est dorénavant acceptée comme une nécessité pour parvenir à un développement durable et réduire la pauvreté pour les femmes et les hommes, en améliorant le niveau de vie de tous. Malgré les progrès accomplis dans leur niveau d'éducation, les femmes sont surreprésentées dans les emplois peu rémunérés; les femmes sont sous-représentées dans les postes de responsabilité, de gestion et techniques.

Il est facile d'identifier la discrimination dans les salaires entre les hommes et les femmes occupant le même emploi, mais il est plus difficile d'identifier et de remédier à une rémunération inégale dans le cas d'un «travail de valeur égale». Il est essentiel de remédier à de telles inégalités. Des efforts particuliers doivent être déployés pour que le principe de salaire égal pour un «travail de valeur égale» soit compris et appliqué, le cas échéant, par exemple, grâce à l'évaluation d'un emploi sur la base de critères objectifs et non-discriminatoires.

Dans l'ensemble, dans le monde entier, l'écart de salaire entre les sexes va de 13 à 23 %[3]. Pour maintenir des lieux de travail justes et équitables, la Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales a lancé, en 2009, la campagne internationale de sensibilisation à l'égalité salariale, mobilisant ses membres dans le monde entier pour sensibiliser leurs communautés et le secteur privé aux avantages de l'égalité salariale. Les affiliés ont fourni des exemples du nombre de jours supplémentaires que les femmes doivent travailler après la fin de l'année fiscale pour gagner le même montant que les hommes.

Les raisons en faveur de l'égalité des sexes au travail

L'égalité entre les sexes est une question de justice sociale et est ancrée dans une approche d'efficacité économique et une approche fondée sur les droits. Les avantages de la réalisation de l'égalité entre les sexes grâce à un meilleur accès à une éducation de qualité, au développement des compétences, à une formation professionnelle et à une éducation permanente ne peuvent pas être surestimés. Un travail décent peut être obtenu en fournissant aux femmes comme aux hommes des possibilités d'emploi productives et de qualité et grâce à des stratégies élaborées sous l'angle du cycle de vie en tenant particulièrement compte des situations de transition dans la vie des femmes et des hommes.

Les Principes pour le renforcement de l'autonomie des femmes se fondent sur des pratiques concrètes des entreprises, aidant les entreprises à adapter les politiques et pratiques existantes – ou à en adopter de nouvelles si nécessaire – pour améliorer l'environnement de travail grâce à de meilleurs choix pour les entreprises conscientes de leurs responsabilités sociales.

---

[3] Chubb, C. Melis S., Potter L. et Storry R., Rapport de la Confédération syndicale internationale, 2008, L'écart salarial entre hommes et femmes», Bruxelles.

Promouvoir les intérêts des femmes et des filles dans le monde entier

En conclusion, l'approche des États Membres pour assurer l'accès et la participation des femmes et des filles à l'éducation, à la formation, à la science et à la technologie, notamment pour la promotion d'un accès égal des femmes à un plein emploi et à un travail décent, doit être fondée sur le principe fondamental défini à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, selon lequel «les droits de la femme sont des droits de l'homme et les droits de l'homme sont les droits de la femme». De plus, les articles 10 et 11 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes demandent l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes afin de leur assurer des droits égaux à ceux des hommes dans l'éducation et sur le lieu de travail, notamment la non discrimination dans l'emploi, un salaire égal pour un travail égal, et des congés payés de maternité.

L'égalité entre les sexes pouvant se révéler rapidement rentable, les gouvernements doivent affirmer leur engagement envers celle-ci et élaborer les politiques et les cadres juridiques nécessaires pour y parvenir. L'égalité entre les sexes fait partie intégrante d'une stratégie plus judicieuse, une stratégie qui assure que la science, l'éducation et la technologie ont une part entière dans la régénération de l'économie et qui permette aux femmes de jouer un rôle actif en tant que scientifiques, techniciennes et membres de la société. Bien que des progrès mesurables aient été accomplis pour améliorer la vie des femmes et des filles, des objectifs critiques n'ont pas encore été atteints et nécessitent une attention et une action au niveau mondial. Si l'égalité entre les sexes est un droit acquis à la naissance, pourquoi devrions-nous nous contenter de moins.